



CHAPITRE 168

Loi concernant la Caisse Nationale d'Économie

[Sanctionnée le 31 janvier 1957]

Préambule.

ATTENDU que la Caisse Nationale d'Économie a, par sa pétition, représenté :

Qu'elle a été constituée en corporation par la loi 62 Victoria, chapitre 93, modifiée par les lois 3 Édouard VII, chapitre 121; 3 George V, chapitre 93; 8 George V, chapitre 121; 10 George V, chapitre 130; 11 George V, chapitre 147; 12 George V, chapitre 130; 4 George VI, chapitre 124, et 11 George VI, chapitre 133;

Qu'il lui paraît opportun, dans l'intérêt de la corporation et de ses assurés, de remplacer les articles 1, 1a, 1b et 4 de ladite loi et d'y ajouter les articles 1c, 1d, 41 et 42 dans les buts de préciser que la Caisse Nationale d'Économie est une compagnie mutuelle d'assurance-vie, qu'elle est régie par la Loi des assurances de la province de Québec, quant à ses affaires proprement dites d'assurance et de réassurance de la personne, de fixer le nombre des membres de son conseil d'administration, et de l'autoriser à acquérir tous les actifs de la Caisse Nationale d'Assurance-Vie en assumant tous les engagements et les obligations de cette dernière compagnie;

Que les modifications proposées auront pour effet de lui permettre d'étendre le champ de ses activités;

Qu'il y a lieu de faire droit aux demandes contenues dans ladite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de

CHAPTER 168

An Act respecting Caisse Nationale d'Économie

[Assented to, the 31st of January, 1957]

WHEREAS Caisse Nationale d'Économie has, by its petition, represented:

That it was incorporated by the act 62 Victoria, chapter 93, amended by the acts 3 Édouard VII, chapter 121; 3 George V, chapter 93; 8 George V, chapter 121; 10 George V, chapter 130; 11 George V, chapter 147; 12 George V, chapter 130; 4 George VI, chapter 124, and 11 George VI, chapter 133;

That, in deems it advisable, in the interest of the corporation and of its policy-holders, to replace articles 1, 1a, 1b and 4 of the said act and to add thereto articles 1c, 1d, 41 and 42 for the purpose of specifying that Caisse Nationale d'Économie is a mutual life insurance company, that it is governed by the Quebec Insurance Act as regards its business, properly so-called personal assurance and reinsurance, of fixing the number of the members of its administrative council, and of authorizing it to acquire all the assets of Caisse Nationale d'Assurance-Vie and assume all the contracts and obligations of the latter company;

That the effect of the proposed amendments would be to enable it to widen the field for its activities;

Whereas it is expedient to grant the prayers contained in the said petition;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and

l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1899,
c. 93,
céd. B,
aa. 1, 1a
et 1b,
remp.

1. La cédule "B" de la loi 62 Victoria, chapitre 93 et amendements est modifiée, en remplaçant les articles 1, 1a et 1b, par les suivants:

1. The schedule "B" of the act 62 1899,
Victoria, chapter 93, and amendments is
amended by replacing articles 1, 1a and
1b, by the following: c. 93,
sched. B,
aa. 1, 1a
and 1b,
replaced.

Constitu-
tion.

"1. La Caisse Nationale d'Économie, créée par la société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par sa charte, est constituée en caisse d'épargne et de secours et en compagnie mutuelle d'assurance-vie et forme une corporation distincte ayant tous les pouvoirs conférés aux compagnies d'assurance et aux corporations civiles du pays; le commencement de ses opérations est censé remonter au premier janvier mil huit cent quatre-vingt-dix-neuf; il y est référé ci-après sous le nom de la "Caisse".

"1. The Caisse Nationale d'Économie, created by the Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, under the powers conferred upon it by its charter, is incorporated as a savings and benefit *caisse* or fund and as a mutual life insurance company and shall constitute a separate corporation possessing all the powers granted to insurance companies and to civil corporations of the country; it shall be deemed to have commenced operations on the first of January one thousand eight hundred and ninety-nine; it is hereinafter referred to under the name of the "Caisse".

Incorpo-
ration.

Nom.

Pouvoirs.

"1a. La Caisse a le pouvoir de faire des opérations d'assurance et de réassurance de la personne ainsi que des contrats d'annuité, de rente et de capitalisation, tout en conservant les pouvoirs qu'elle possède déjà en vertu des lois qui la régissent.

"1a. The Caisse shall have power to carry on the business of assurance and reinsurance of the person, and to make annuity, rent and capitalization contracts, while retaining the powers already possessed under the laws governing it.

Powers.

Sans restreindre l'étendue des pouvoirs ci-dessus énumérés, la Caisse a notamment le pouvoir de faire des contrats

Without restricting the scope of the above enumerated powers, the Caisse shall have, in particular, the power to effect contracts

a) d'assurance sur la vie, contre les accidents, l'invalidité, la maladie, et les autres risques de même nature;

a. of life assurance and assurance against accidents, disability, sickness and other risks of a similar nature;

b) d'annuité et de rente de toute espèce;

b. of annuity and of rent of any type;

c) de capitalisation prévoyant l'établissement, l'accumulation et le paiement de fonds d'amortissement, de rachat, d'accumulation, de renouvellement, ou de fonds à capital différé;

c. of capitalization providing for the establishment, accumulation and payment of sinking, redemption, accumulation and renewal funds or deferred capital funds;

d) de réassurance, soit comme réassurée, soit comme réassureur, relatifs à des contrats d'assurance de la personne, d'annuité ou de rente de toute espèce.

d. of reinsurance, either as reassured or as reassurer, relating to contracts of insurance of the person, or to annuity or rent contracts of any kind.

A compter du 10 mai 1947, tout contrat prévoyant comme bénéfice principal une rente ou annuité d'un montant garanti devra être émis en vertu des pouvoirs conférés par le présent article.

From the 10th of May, 1947, any contract providing for a rent as a principal benefit or annuity of a guaranteed amount shall be issued in virtue of powers conferred by this article.

Restriction.

Les contrats émis aux termes du présent article ne sont pas soumis aux articles 23, 25 et 36 de la cédula "B".

Contracts issued under the terms of this article shall not be subject to articles 23, 25 and 36 of schedule "B".

Restriction.

Dispositions applicables.

"1b. Nonobstant toute disposition contraire dans la présente loi, la Loi des assurances de Québec s'applique à la Caisse quant à tous ses contrats proprement dits d'assurance et de réassurance de la personne et aux contrats décrits dans l'article 1a de la présente loi; à moins de dispositions spéciales dans la présente loi, la Loi des assurances de Québec s'applique également aux contrats de la classe "A" et autres contrats analogues de la Caisse.

"1b. Notwithstanding any provision of this act to the contrary, the Quebec Insurance Act shall apply to the Caisse as to all its properly so-called assurance and reinsurance contracts of the person and to the contracts described in article 1a of this act; in the absence of special provisions in this act, the Quebec Insurance Act shall apply also to contracts of class "A" and other similar contracts of the Caisse.

Provision to apply.

Séparation des actifs.

"1c. La Caisse plus particulièrement doit séparer et diviser ses actifs résultant de ses contrats d'assurance et de réassurance de la personne proprement dits, d'une part, et des contrats de la classe "A" et autres classes analogues, d'autre part.

"1c. The Caisse, more particularly, must separate and divide its assets derived from its properly so-called assurance and reinsurance contracts of the person, on the one hand, and from contracts of class "A" and other similar classes, on the other hand.

Separation of assets.

Utilisation de certains actifs.

Les actifs affectés à la garantie de ses contrats proprement dits d'assurance et de réassurance de la personne ne peuvent, en aucune façon, être utilisés pour remplir les obligations de la Caisse envers les détenteurs de certificats de la classe "A" et autres classes analogues; cette division des actifs et des placements est soumise à l'approbation du surintendant des assurances.

The assets set aside to secure its properly so-called assurance and reinsurance contracts of the person shall in no way be used to meet the obligations of the Caisse towards the holders of certificates of class "A" and other similar classes; such division of assets and investments shall be subject to the approval of the Superintendent of Insurance.

Use of certain assets.

Permis unique.

"1d. Un seul permis et enregistrement aux termes de la Loi des assurances de Québec suffit pour toutes les opérations de la Caisse."

"1d. A single permit and registration, pursuant to the Quebec Insurance Act, shall suffice for all the operations of the Caisse."

Single permit.

1913, c. 93, a. 4, remp.

2. L'article 4 de la loi 3 George V, chapitre 93, remplacé par l'article 3 de la loi 11 George VI, chapitre 133, est de nouveau remplacé par le suivant:

2. Section 4 of the act 3 George V, chapter 93, replaced by section 3 of the act 11 George VI, chapter 133, is again replaced by the following:

1913, c. 93, s. 4, replaced.

Conseil d'administration.

"4. La Caisse est administrée par un conseil d'au moins neuf et de pas plus de vingt et un membres élus de la façon suivante: un tiers de ce conseil d'administration par les membres du conseil général de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, présents à l'assemblée annuelle; un tiers par le président général et les anciens présidents généraux de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal,

"4. The Caisse shall be administered by a council of, at least, nine and not more than twenty-one members elected in the following manner; one third of such council of administration by the members of the general council of the Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, present at the annual meeting; one-third by the general president and former general presidents of the Société Saint-Jean-

Council of administration.

présents à cette assemblée; un tiers par les porteurs de polices ou certificats, présents en personne ou par procuration émise en faveur d'un autre porteur de police ou certificat ayant droit de prendre part à l'assemblée annuelle.

Éligibilité.

Pour être éligible comme administrateur représentant le groupe des porteurs de police ou certificat, il faut avoir payé au moins trois cents (\$300.00) dollars de primes ou contributions sur une ou des polices ou certificats en vigueur et en avoir acquitté toutes les primes ou contributions exigibles.

Termes.

Les administrateurs sont élus pour un terme de trois ans. La première élection du conseil d'administration se fera à l'assemblée générale annuelle de 1957 et ensuite, d'année en année suivant le nombre et le mode fixés par règlement.

Tirage au sort.

Les administrateurs qui doivent sortir de charge à l'expiration de chacune des deux premières années seront tirés au sort, séance tenante, lors de la première assemblée du conseil d'administration convoquée après l'assemblée générale annuelle qui les aura élus.

Fonctions continuées.

Les administrateurs actuellement en fonction continueront d'administrer les affaires de la Caisse jusqu'à l'assemblée générale annuelle de 1957.

Vacances.

Dans le cas de vacance, les administrateurs du groupe concerné élisent son remplaçant pour le reste de l'année, puis à la prochaine assemblée générale annuelle, son successeur est élu pour le reste du terme en cours.

Comité exécutif.

Le conseil d'administration peut par règlement créer un comité exécutif composé d'au moins trois de ses membres auquel il peut de temps à autre déléguer par règlement les pouvoirs qu'il juge à propos.

Conventions autorisées.

Le conseil d'administration de la Caisse Nationale d'Économie peut faire avec la Société Nationale de Fiducie toute convention qu'il leur plaira concernant la gestion de ses affaires, ladite convention étant sujette à ratification à la prochaine assemblée générale annuelle."

Baptiste de Montréal present at such meeting; and one-third by the policy or certificate holders present in person or by proxy issued in favour of another policy or certificate holder having the right to take part in the annual meeting.

To be eligible as administrator representing the group of policy or certificate holders, one must have paid at least three hundred (\$300.00) dollars in premiums or contributions on one or more policies or certificates in force and have paid all the required premiums or contributions.

Eligibility.

The administrators shall be elected for a term of three years. The first election of the administrative council shall be held at the general annual meeting of 1957 and, thereafter, from year to year, according to the number and method established by by-law.

Term.

The administrators who must go out of office at the expiration of each of the two first years shall be drawn by lot, during the sitting, at the first meeting of the administrative council called after the general annual meeting which has elected them.

Drawing by lot.

The administrators now in office shall continue to administer the affairs of the Caisse until the annual general meeting of 1957.

Offices continued.

In the event of vacancy, the administrators of the group concerned shall elect its substitute for the remainder of the year; then, at the next general annual meeting, his successor shall be elected for the balance of the unexpired term.

Vacancies.

The administrative council may, by by-law, create an executive committee, composed of at least three of its members, to which it may from time to time delegate by by-law such powers as it deems fit.

Executive committee.

The administrative council of Caisse Nationale d'Économie may make with the Société Nationale de Fiducie any agreement it may please concerning the management of its affairs, the said agreement being subject to ratification at the next annual general meeting."

Agreements authorized.

1899, c. 93, céd. B, aa. 41, 42, aj.

3. La cédula "B" de la loi 62 Victoria, chapitre 93, est modifiée en ajoutant les articles 41 et 42 suivants:

3. Schedule "B" of the act 62 Victoria, chapter 93, is amended, by adding thereto articles 41 and 42, as follows:

1899, c. 93, sched. B, aa. 41, 42, added.

Obliga-
tions, etc.,
assumées.

"41. La Caisse est autorisée à assumer toutes les obligations, dettes ou engagements de la Caisse Nationale d'Assurance-Vie contre cession et transport de tous les actifs, droits et privilèges de cette dernière compagnie.

Abroga-
tion.

"42. Dès que l'opération prévue à l'article 41 de la présente loi aura été complétée et approuvée par le surintendant des assurances, les articles 1, 5, 6 et 7 de la loi 9 George VI, chapitre 105, seront abrogés."

Entrée en
vigueur.

4. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

"41. The Caisse is authorized to assume all the obligations, debts or engagements of Caisse Nationale d'Assurance-Vie for the assignment and transfer of all the assets, rights and privileges of the latter company.

Obliga-
tion, etc.,
assumed.

"42. As soon as the operation contemplated in section 41 of this act will have been completed and approved by the Superintendent of Insurance, sections 1, 5, 6 and 7 of the act 9 George VI, chapter 105, shall be repealed."

Repeal.

4. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.